



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

100^e SÉMINAIRE ROSE-ROTH

Engager les partenaires de
l'OTAN : célébrer l'héritage du
Rose-Roth et tracer la voie à
suivre pour l'avenir

COMPTE RENDU

Bruxelles, Belgique
25-26 avril 2019

223 SEM 19 F | Original : anglais | 9 octobre 2019

*Ce compte rendu de séminaire est présenté à titre informatif uniquement.
Il ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de l'Assemblée.
Il a été établi par Steffen Sachs, directeur de la commission politique.*

I. INTRODUCTION

1. Le 100^e séminaire Rose-Roth a été l'opportunité de saluer le bilan de cette initiative phare de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Passant en revue les quelque 30 années d'engagement avec les pays partenaires, les intervenants ont souligné l'importance de ces séminaires comme plate-forme de dialogue parlementaire et de promotion des valeurs démocratiques. De l'avis général, les séminaires Rose-Roth contribuent encore de manière significative au renforcement de la confiance et de la résilience des parlements et des sociétés. Le séminaire s'est déroulé à Bruxelles les 25 et 26 avril derniers et a rassemblé nombre d'anciens membres éminents de l'Assemblée ayant été étroitement associés au programme de longues années durant. Plus de 100 parlementaires de pays membres et non membres de l'OTAN, des experts en sécurité indépendants ainsi que des responsables, actuels ou anciens, des gouvernements des pays membres de l'OTAN et des pays partenaires ont participé à ce séminaire.

II. L'HÉRITAGE DES SÉMINAIRES ROSE-ROTH

2. L'ambassadrice **Nadine Olivieri Lozano**, cheffe de la division pour la politique de sécurité du département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, a reconnu que, dans le cas des États ayant récemment acquis leur indépendance, les séminaires participent grandement à la transition vers une structure de gouvernance basée sur l'État de droit et le contrôle parlementaire. À cet égard, elle a souligné les trois piliers du programme Rose-Roth : le dialogue, l'échange de connaissances et la promotion de la démocratie.

III. LES PARTENARIATS ET LA POLITIQUE DE LA « PORTE OUVERTE » DE L'OTAN

3. Selon **Alejandro Alvargonzalez**, secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques et de la politique de sécurité, le séminaire Rose-Roth joue un rôle essentiel dans le développement des partenariats de l'Alliance. **Ruben Diaz-Plaja**, conseiller politique principal de l'unité de planification du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a souligné « l'importance cruciale des partenariats pour le renforcement de capacités et le développement d'une résilience sociétale contre les défis de sécurité actuels et futurs dans les pays membres et les pays partenaires ». Les présentations et les échanges ont révélé que, de l'avis général, les partenariats rendent l'OTAN plus forte et plus efficace. Dans ce contexte, plusieurs participants ont soutenu que les partenariats améliorent la sécurité coopérative, qui est une priorité essentielle de l'Alliance, au même titre que la défense collective ou la gestion des crises. M. Alvargonzalez a reconnu que le programme Rose-Roth a grandement contribué aux objectifs de l'OTAN : développement des capacités, soutien des réformes, renforcement des institutions, réponse aux crises et gestion de crise.

4. Les séminaires et l'Assemblée dans son ensemble complètent non seulement les activités de mobilisation de l'OTAN avec les partenaires, mais sont aussi déterminants dans la politique de la « porte ouverte » de l'Alliance. **Madeleine Moon** (Royaume-Uni), présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, a rappelé aux participants que les programmes de partenariats de l'OTAN et la politique de la « porte ouverte » de l'Alliance sont tous essentiels pour garantir une Europe totalement libre et en paix. Elle a déclaré être fière de la participation des parlements, et de l'AP-OTAN en particulier, à ce processus. Selon elle et d'autres intervenants, l'AP-OTAN fait parfois figure de pionnière dans la mise en œuvre de la politique de l'Alliance. **Simon Lunn**, ancien secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et principal architecte de la dimension opérationnelle des séminaires, a fait observer que « l'Assemblée avait souvent une longueur d'avance sur le terrain du partenariat » et qu'elle le devait à la manière dont elle encourageait le dialogue entre des responsables politiques

exprimant des points de vue et des intérêts différents. Cet avis était partagé par **Jean-Michel Boucheron** (France), ancien vice-président de l'AP-OTAN et ancien président du Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient de l'Assemblée, qui a souligné l'importance du dialogue interparlementaire dans le développement de la confiance et de la sécurité. Il a expliqué les activités de l'Assemblée avec les partenaires méditerranéens en déclarant que le développement de la confiance exige de la patience et des efforts soutenus, notamment avec les pays où l'opinion publique est souvent critique envers l'OTAN. Cependant, les liens parlementaires qui ont été créés ont été déterminants pour apaiser les tensions et favoriser la compréhension mutuelle. Un autre participant a ajouté que les séminaires de l'Assemblée ont joué un rôle clé au début des années 2000 pour l'Europe du Sud-Est et la région du Caucase, lorsque l'adhésion à l'OTAN n'était pas à l'ordre du jour. L'AP-OTAN a également joué un rôle positif dans la crise des Balkans, notamment en organisant des formations pour les parlementaires récemment élus. Bon nombre d'entre eux y ont participé avant de poursuivre des carrières de hauts responsables gouvernementaux dans les pays des Balkans. L'AP-OTAN a ainsi donné aux parlementaires les moyens d'agir en mettant à leur disposition des instruments leur permettant d'endosser un rôle important et de faire évoluer leurs pays.

5. Un exemple illustrant le rôle essentiel de l'Assemblée dans l'ouverture à l'Est a été donné par **Rasa Juknevičienė** (Lituanie), ancienne présidente de l'AP-OTAN et ancienne ministre de la défense. Elle a rappelé aux participants le premier séminaire Rose-Roth qui s'est tenu à Vilnius (Lituanie) en décembre 1991, quelques mois seulement après la reconnaissance de l'indépendance des pays baltes par la Russie. À l'époque, la Lituanie était encore occupée par les troupes soviétiques, lesquelles avaient tenté, plus tôt dans l'année, d'étouffer par la force le combat des Litvaniens pour leur indépendance. Le séminaire de Vilnius fut le premier forum interparlementaire où des délégués des pays de l'OTAN avaient discuté du retrait des forces soviétiques avec leurs homologues des pays baltes et la Russie. Madame Juknevičienė a conclu en précisant que le séminaire avait donné le coup d'envoi du rapprochement de la Lituanie en direction de l'OTAN.

6. **Karsten Voigt** (Allemagne), ancien président de l'AP-OTAN et membre du Présidium du Conseil allemand de politique étrangère, a indiqué que l'élargissement de l'OTAN n'aurait pas pu avoir lieu sans l'AP-OTAN. Il a ajouté que si l'AP-OTAN n'a pas de pouvoir, elle a de l'influence. Il a développé ce point en soulignant le rôle clé des séminaires qui aident les parlementaires de l'OTAN à dessiner la future architecture de la sécurité européenne à travers l'échange d'informations et les débats publics. Forts de leurs nouvelles connaissances, de nombreux délégués de l'AP-OTAN ont pris les rênes des débats nationaux sur les partenariats et l'élargissement de l'OTAN.

7. La participation active dans des programmes de partenariat de l'OTAN, notamment le programme « Partenariat pour la paix » (PPP), a constitué une première étape importante en vue de l'adhésion éventuelle des pays candidats. Cependant, le processus d'adhésion à l'Alliance était plus long que ne l'avaient prévu de nombreux pays candidats. **David Hobbs**, secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, a rappelé aux participants que le « Partenariat pour la paix » était souvent appelé, sur le ton de la plaisanterie, « *Programme for Postponement* » (Programme pour le report). M. Diaz-Plaja a fait observer qu'au début des années 1990, ces partenariats étaient déterminants pour instaurer la confiance et le dialogue avec les nouveaux pays d'Europe de l'Est. Tandis que l'élargissement figurait au sommet des priorités, le mécanisme de partenariat est devenu essentiel au développement de la résilience et du changement.

IV. L'OTAN ET LA RUSSIE

8. L'évolution des relations entre l'Alliance et la Russie fait partie intégrante de la politique de partenariat de l'OTAN. L'importance de ces relations a transparu dans les discussions entre les participants. M. Hobbs, a expliqué que l'OTAN s'est efforcée de nouer un véritable partenariat avec la Russie après la guerre froide. Alors que l'Alliance réfléchissait à sa relation avec les pays de l'ancien pacte de Varsovie au début des années 1990, elle a réexaminé sa raison d'être en définissant les valeurs qu'elle défend et non les valeurs auxquelles elle s'oppose. **Robert Pszczel**, administrateur senior Russie et Balkans occidentaux dans la division pour la Diplomatie publique de l'OTAN (PDD), a souligné que l'Alliance « adopte une approche cohérente envers la Russie depuis la fin de la Guerre froide ». Selon lui, le dialogue, la transparence et le partenariat ont toujours caractérisé les politiques de l'OTAN à l'égard de la Russie.

9. Au début des années 1990, les membres de l'Assemblée de l'Atlantique Nord (AAN), renommée par la suite AP-OTAN, sont partis du principe que le modèle occidental de démocratie était tellement attractif que le reste du monde voudrait naturellement s'orienter dans cette voie. Dans les années qui ont suivi la chute du mur de Berlin, l'élargissement de l'OTAN n'était pas à l'ordre du jour, selon M. Voigt. **Jan Petersen**, ancien ministre des affaires étrangères de Norvège, a rappelé que les responsables politiques occidentaux plaçaient de grands espoirs dans la situation en Russie, où le communisme avait été vaincu, et qu'ils avaient entendu des propos encourageants de la part des parlementaires russes sur leur volonté de mettre en place une économie de marché. Avec la fin de la guerre froide, la Russie a connu de profondes transformations. Elle a abandonné le marxisme, l'économie planifiée, et s'est engagée dans la voie du libéralisme. La Russie a également renoncé à la confrontation militaire avec l'Occident, selon **James Sherr**, chercheur principal à l'Institut estonien de politique étrangère du centre international pour la défense et la sécurité. Cependant, avec du recul, il semble que les parlementaires occidentaux ne comprenaient pas suffisamment les rouages de la société russe, a reconnu M. Petersen.

10. L'ancien président Boris Eltsine et les représentants russes s'attendaient également à ce que l'OTAN reconnaisse à la Russie un droit naturel de prédominance sur sa zone d'influence traditionnelle, c'est-à-dire son « proche voisinage ». Cependant, vers 1994, l'OTAN a reconnu la ferme détermination affichée par les nouveaux États libres pour obtenir leur indépendance et pour ne plus faire partie d'une zone que la Russie considérait comme relevant de son « droit naturel ». Les pays d'Europe centrale et de l'Est considéraient en revanche qu'ils se trouvaient dans une « zone grise » de sécurité. Avec l'évolution des partenariats de l'OTAN et le redoublement des efforts des pays d'Europe centrale et de l'Est pour rejoindre l'Alliance, le climat parmi les pays membres de l'OTAN a lentement évolué.

11. En Russie, l'élargissement de l'OTAN était en revanche perçu comme une politique antirusse. Cette perception des responsables politiques russes s'est intensifiée au fil des années, a souligné M. Sherr. L'opinion de la Russie vis-à-vis de l'OTAN est devenue plus critique à la suite de la campagne aérienne au Kosovo et de la guerre en Iraq, et en particulier après la révolution orange en Ukraine. Aux yeux du président Vladimir Poutine et des hauts dirigeants politiques russes, la promotion de la démocratie, l'élargissement de l'OTAN et même de l'Union européenne représentent une incursion dans la zone d'influence russe, a soutenu M. Sherr. Le changement de régime et l'intervention militaire ont représenté une menace occidentale cohérente et unique envers la Russie. Il s'est dit sceptique quant à la possibilité qu'un dialogue avec la Russie puisse changer les choses, au moins à court terme. Aujourd'hui, « la Russie ne respecte aucune règle », a-t-il déclaré.

12. À maintes reprises, l'OTAN a rappelé le droit de ces pays indépendants à choisir librement leur politique étrangère et leur politique de sécurité, ainsi que leurs alignements internationaux. Mais quels que soient les efforts de l'OTAN, « la Russie percevait - et perçoit toujours - négativement ces politiques », a rappelé M. Sherr aux participants. Ainsi, ce qui s'est réellement passé entre l'OTAN et la Russie après la guerre froide est très différent du discours russe diffusé par les médias et des membres du gouvernement du président Poutine, à savoir que l'Occident ne faisait que « les malmenés ». « Ce n'est pas l'OTAN qui se déplace vers l'Est, mais c'est l'Est qui se déplace vers l'OTAN », a souligné le secrétaire général adjoint.

13. Robert Pszczel et d'autres intervenants ont soutenu que la Russie a toutefois changé sa conception du monde extérieur. Depuis 2014, les pays de l'Alliance constatent que les relations avec la Russie ne sont plus comme avant. Le Kremlin adopte une position agressive et provocante à l'égard des pays de l'Alliance, a-t-il déclaré. La Russie défie l'Occident et les pays partenaires, notamment la Géorgie et l'Ukraine, par une guerre hybride et des campagnes de désinformation visant à affaiblir leurs sociétés. Le Kremlin adopte une approche irresponsable pour effrayer l'Occident parce que le président Poutine craint de perdre son pouvoir, a affirmé **Konstantin Eggert** de *Deutsche Welle*. À l'inverse, les responsables politiques occidentaux ne sont pas habitués à une attitude aussi provocante en matière de politique étrangère, notamment parce qu'ils sont responsables face à un électorat et qu'ils évoluent dans un contexte médiatique différent avec des médias pluralistes, les contraignant à convaincre leurs électeurs, ce qui n'est pas le cas en Russie. De surcroît, le Kremlin a plutôt bien vendu son discours sur les relations entre l'OTAN et la Russie auprès de sa population. Pour souligner cet argument, M. Pszczel a avancé « qu'aujourd'hui plus de 70 % des Russes ont une bonne opinion de Staline ». Lorsque la coopération entre l'OTAN et la Russie était à son apogée, ils n'étaient que 25 %. De plus, à l'heure actuelle plus de 50 % des Russes estiment que la perestroïka et d'autres réformes ont été inutiles, a-t-il poursuivi. La Russie d'aujourd'hui est plutôt militarisée en termes de débat public, a conclu l'intervenant.

14. Cependant, alors que le président Poutine bénéficie toujours d'un large soutien auprès de la population russe, de récents sondages effectués par le centre analytique *Levada* montrent que les Russes commencent à se rendre compte de la dégradation de leurs conditions de vie. Ils constatent que leur revenu disponible baisse ; de même, ils se montrent inquiets face aux coûts des interventions russes à l'étranger comme en Syrie et au Donbass. Ils commencent aussi à remettre en question les coûts des investissements liés aux infrastructures en Crimée, comme le pont qui relie le continent à la péninsule. Le soutien de la population au président Poutine commence à s'affaiblir en raison des difficultés économiques et des inquiétudes concernant l'âge de la retraite ; les participants ont appris que le président russe observait de près ces tendances.

15. Monsieur Sherr est convaincu que l'Alliance sera capable de maintenir une approche commune à l'égard de la Russie. Il a évoqué les sanctions mises en place par les pays de l'Alliance pour que la Russie change sa politique. De même, M. Pszczel a rappelé aux participants les mesures prises individuellement et collectivement par les pays de l'Alliance : la présence avancée renforcée dans les pays baltes et en Pologne, les multiples exercices, les mesures pour améliorer les structures de commandement et la coopération avec l'Union européenne ainsi que l'augmentation des dépenses de défense des pays de l'Alliance qui se rapprochent de l'objectif de 2 %. Il a souligné le caractère extrêmement important de ces mesures, en ajoutant que les gouvernements devaient aussi plaider en faveur d'une politique unifiée à l'égard de la Russie. Dans ce contexte, M. Pszczel a déclaré « qu'il y a une dimension politique dans notre empressement : la confrontation avec la Russie est un défi, mais ce n'est pas le choix de l'Alliance ». Cette dernière ne cherche pas à défier la Russie, mais elle ne peut pas non plus fermer les yeux, a-t-il expliqué. M. Sherr a prévenu que les partisans d'un compromis à tout prix renforcent la stratégie russe à l'égard de l'Occident et prolongent l'affrontement.

16. Dans les discussions qui ont suivi, les délégués ont échangé leurs points de vue sur les possibilités de rétablir des relations sereines entre l'OTAN et la Russie. Un délégué a proposé que la stratégie de l'OTAN vis-à-vis de la Russie se concentre sur la population russe et qu'elle prône une attitude de fermeté vis-à-vis du régime. La prochaine étape consistera à inviter la Géorgie à l'OTAN et à définir un régime spécial pour l'Ukraine, ce qui est essentiel dans le cadre d'une stratégie à l'égard de la Russie. Une opinion assez différente a été exprimée par un autre délégué, qui a évoqué l'expérience de la Norvège avec la Russie. Il a déclaré que véhiculer le message selon lequel « chaque nation a le droit de choisir sa propre voie » n'est pas une approche efficace mais plutôt « une provocation ». De même, il doute que des sanctions permettront de restituer la Crimée à l'Ukraine.

17. Les membres des délégations géorgienne et ukrainienne n'ont pas manqué de rappeler que leurs pays aspiraient vivement à rejoindre l'Alliance. Plusieurs d'entre eux ont jugé que l'OTAN s'était montrée frileuse dans l'avancée du processus. **Giorgi Baramidze**, membre du conseil politique du Mouvement national uni et ancien vice-premier ministre de Géorgie, a estimé que ce serait une erreur de demander à son pays d'attendre que la Russie ait changé. Avec d'autres participants, il a constaté qu'en rejoignant l'Alliance, la Pologne et les pays baltes avaient normalisé leurs relations avec la Russie. Concernant l'Ukraine, tous les participants ont condamné l'annexion de la Crimée par la Russie et les actions agressives de cette dernière à l'est du pays.

18. **James Mackey**, chef de la section Partenariat euro-atlantique et partenaires mondiaux, à la division des affaires politiques et de la politique de sécurité de l'OTAN, a souligné que l'Alliance ne ferme pas la porte aux pays candidats qui satisfont aux conditions d'adhésion. Le rôle des parlementaires dans la décision d'accepter de nouveaux pays reste essentiel, selon l'ancien ambassadeur Robert Hunter. Il a développé ce point et a rappelé aux participants que les parlementaires de l'OTAN représentent leur nation et que les gouvernements nationaux de l'Alliance ont besoin d'un soutien parlementaire efficace pour prendre un engagement stratégique.

19. M. Mackey a également rappelé aux délégués les avantages que les nations participantes peuvent tirer des activités de partenariat de l'OTAN. Surtout, l'OTAN cible ses efforts sur le développement de partenariats individuels avec des pays pouvant susciter un intérêt particulier pour d'autres pays n'aspirant pas à rejoindre l'Alliance. Cette approche permet aux pays partenaires d'adapter du mieux possible leur partenariat individuel en fonction de leurs besoins individuels. Tandis que l'OTAN continue d'ajuster ses outils de partenariat en fonction de l'environnement de sécurité et des besoins spécifiques des nations participantes, les programmes restent ciblés sur certains domaines clés.

20. De manière générale, l'OTAN collabore avec les pays au niveau des individus, des états et des régions, a expliqué M. Mackey. Concernant le premier point, les programmes de l'OTAN se concentrent sur l'éducation et la formation ; les participants peuvent ainsi acquérir les compétences nécessaires à l'exercice de leurs fonctions au sein de leurs ministères. Au niveau étatique, l'OTAN aide les pays à initier et mettre en œuvre des réformes et à développer des capacités (notamment dans le secteur de la sécurité). Un élément clé dans ce domaine est la mise en place d'un contrôle démocratique des forces armées. Au niveau régional, les activités de partenariat de l'OTAN favorisent la coordination et l'interopérabilité entre les pays participants, ce qui leur permet de coopérer à l'échelle multilatérale si nécessaire, selon M. Mackey.

V. LE DIALOGUE ET LES SÉMINAIRES ROSE-ROTH SONT TOUT AUSSI IMPORTANTS QUE PAR LE PASSÉ

21. Les participants au séminaire reconnaissent unanimement que le dialogue et les séminaires Rose-Roth sont tout aussi nécessaires que par le passé. Saluant la mémoire des « pères fondateurs » du programme, les membres du Congrès américain Charlie Rose (Chambre des représentants) et Bill Roth (Sénat), **Ian Brzezinski**, associé principal au Conseil atlantique, a déclaré : « Alors que nous célébrons le 100^e séminaire Rose-Roth, nous devons savoir que la mission n'est pas terminée. De même, Rasa Juknevienciene a dit : « Nous avons besoin de rêveurs et de rêver à l'avenir ». Plus précisément, elle « rêve d'une Russie démocratique » et estime que « des pays comme l'Ukraine peuvent aider la Russie à changer ».

22. Selon **Thomas Guerber**, directeur du centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) de Genève, « les séminaires Rose-Roth servent à contrer une dérive vers des régimes autoritaires et une tendance à l'affaiblissement du contrôle par les parlements ». La stabilité dans la zone transatlantique reste une préoccupation majeure et les processus démocratiques sont soumis à des tensions en Occident, ce qui montre que la démocratie est un processus continu qui doit être entretenu. On observe également une tendance à des régimes plus autoritaires, à un affaiblissement du contrôle parlementaire et à une rotation croissante des parlementaires, a-t-il déclaré. Il a également noté l'affaiblissement d'une approche fondée sur des règles, conséquence de l'érosion croissante des valeurs normatives au profit d'une politique d'intimidation. De plus, « l'équilibre entre une gouvernance saine et le renforcement des capacités militaires a été mis à mal », a-t-il ajouté. Ces développements et le niveau élevé de rotation chez les parlementaires font qu'il est nécessaire de poursuivre des initiatives telles que les séminaires Rose-Roth. M. Diaz-Plaja partage cet avis et a souligné que « les parlementaires jouent un rôle indispensable dans le maintien de la stabilité et la prévention des actes préjudiciables à l'encontre de l'Alliance ». Le programme Rose-Roth « demeure essentiel car il renforce la résilience de nos parlements et de nos sociétés », a-t-il déclaré.

23. M. Mackey, a observé que « beaucoup d'idées fausses subsistaient encore sur la nature et le bilan de l'OTAN dans les pays partenaires ».

VI. PERSPECTIVES POUR LES SÉMINAIRES ROSE-ROTH

24. En plus de passer en revue le développement du programme Rose-Roth et de dresser un bilan, ce séminaire clé a également permis d'élaborer des voies possibles pour le rayonnement et l'engagement de l'Assemblée auprès des pays partenaires.

25. De l'avis général, la force du programme Rose-Roth réside dans sa capacité à rassembler des parlementaires et des membres de la société civile. Les échanges entre les participants ont généré de nombreuses idées sur la manière de faire évoluer les séminaires Rose-Roth parmi lesquelles : s'adresser aux universités et mobiliser les futurs décideurs politiques, faire face à de nouveaux défis comme les fausses nouvelles, cibler le voisinage immédiat et les candidats à une adhésion à l'OTAN tout en continuant à mobiliser les publics plus sceptiques.

26. Il a brièvement été question de la poursuite ou non par l'Assemblée d'une approche régionale quant à l'Afrique du Nord. Concernant l'avenir des séminaires Rose-Roth dans les Balkans occidentaux, un délégué a déclaré que les discussions politiques dans la région se sont considérablement détériorées depuis 2013. Il a souligné la nécessité de rétablir un nouveau dialogue amical et a déclaré que le séminaire Rose-Roth jouait un rôle essentiel dans l'atteinte de cet objectif.

27. La question de savoir si l'OTAN et l'AP-OTAN doivent consacrer plus de temps et d'énergie au Bélarus a été abordée brièvement. Mettant en garde contre les conséquences négatives d'une influence russe accrue sur le Bélarus, un délégué a appelé à un engagement plus soutenu avec le Bélarus. Toutefois, l'OTAN est indécise quant à l'étendue que doit prendre son engagement avec un pays qui affiche un bilan très négatif en matière de respect des droits humains et qui n'est pas démocratique. Il a indiqué qu'avec le Bélarus, l'OTAN est tous les jours contrainte de trouver un équilibre entre faciliter le changement et s'abstenir de développer une coopération en raison des réalités sur le terrain. Du fait de cet équilibre, la relation entre l'OTAN et le Bélarus est plus limitée qu'avec tout autre partenaire, ont appris les participants.

28. Une autre question a été soulevée en rapport avec l'Asie et l'Asie centrale et les perspectives de coopération avec ces régions. Bien que les pays de cette région semblent manifester moins d'intérêt à s'engager, un délégué a suggéré que l'Assemblée renforce ses activités dans cette région.

29. Un participant a proposé que l'AP-OTAN se dote d'une panoplie de moyens de coopération adaptés aux types de situations rencontrées par les partenaires. Il a également souligné la flexibilité dont il faut faire preuve dans la décision de poursuivre ou non une approche bilatérale ou régionale avec tel ou tel partenaire.

30. D'autres ont avancé que des programmes plus personnalisés permettraient de renforcer les partenariats, par exemple dans le domaine du contrôle parlementaire des forces armées. Un délégué a également souligné le potentiel offert par une coopération créative entre l'AP-OTAN et le DCAF dans cette région.

31. Il a également été question de savoir s'il faut ou non adapter le format des séminaires et de quelle manière. De l'avis général, de nouveaux formats peuvent être expérimentés. À cet égard, un participant a proposé d'associer les étudiants et la jeune génération au programme Rose-Roth. Une telle approche permettrait d'exposer les nouvelles générations à la réflexion stratégique et de soulever des questions sur l'importance des dépenses de défense, mais aussi de la sécurité, pour la démocratie.

32. Dans leur grande majorité, les participants estiment que les séminaires Rose-Roth ont une grande importance à une époque où les fausses nouvelles semblent omniprésentes.

33. Le secrétaire général David Hobbs a salué la qualité du programme Rose-Roth mais a averti l'auditoire de la nécessité de l'adapter pour garantir sa survie. Il a mentionné certaines caractéristiques uniques de l'AP-OTAN : adaptabilité, flexibilité et capacité à apporter une dimension parlementaire et civile dans les partenariats de l'OTAN. Il a proposé que l'OTAN s'engage davantage dans la réflexion de l'Assemblée en adoptant une approche plus thématique et en appliquant à d'autres régions les outils ayant fait leurs preuves avec certains partenaires. Par exemple, il a proposé d'appliquer les modèles de coopération baltes et nordiques aux Balkans et au Caucase. Il se montre confiant quant à l'évolution de l'agenda de l'Assemblée, et notamment des séminaires Rose-Roth. Dans cet esprit, la présidente de l'AP-OTAN Madeleine Moon a assuré que « le séminaire Rose-Roth conservera une longueur d'avance en adaptant son agenda ». Rappelant aux parlementaires leur mission qui consiste à s'opposer aux atteintes croissantes aux valeurs démocratiques fondamentales afin de maintenir la paix nationale, elle a conclu en appelant l'auditoire à faire preuve de plus de dynamisme et à insister auprès des jeunes et de leurs collègues sur la nécessité impérieuse de protéger nos valeurs.